

Introduction

Il faisait nuit noire depuis plusieurs heures, mais la tension des conversations l'avait maintenue éveillée longtemps dans le silence. Elle était couchée sur le sol, sous les couvertures, les yeux grands ouverts et regardait la clarté de la lune par la petite fenêtre percée dans le mur de torchis, où à travers le tissu filtraient la lumière mais aussi le froid humide des nuits d'hiver près du fleuve. Elle se contracta soudain et serra le couvre-lit, alertée par les cris qui provenaient de la rue : en pleine nuit, des bruits de course, de galops, des épées entrechoquées, les sabots et les hennissements des bêtes. D'un bond, son mari fut debout. Il ne dormait pas non plus et dès les premiers bruits, il s'était levé en un éclair. Une dague à la main, il saisit aussi une arquebuse et disparut. Elle resta seule, à écouter les galops des chevaux, les coups de feu, les cris. Surtout ces cris : « Tout est à nous ! Tout est à nous ! Vive le roi ! Vive le roi ! » Un soulèvement était en cours, au nom d'un roi pour elle lointain et inconnu. Elle se signa trois fois. Ensuite, les choses allèrent de mal en pis et elle, Catalina de Torres, épouse de Pedro Gallego, avec ses grands yeux noirs humides, raconterait au juge la peur qu'elle avait ressentie cette nuit-là...

Cette scène eut lieu en 1580, pendant le règne de Philippe II, dans un des territoires de son immense monarchie discontinuée. Mais ce ne fut ni à Valladolid ni à Burgos, ni même à la frontière des Pays-Bas : l'histoire se passe la nuit du 31 mai 1580 au bord d'une rivière appelée Quiloazas, dans une très lointaine, et pour Philippe II, inimaginable contrée qui faisait partie de ses possessions d'outre-mer.

En dépit de la faiblesse des ressources et de la pauvreté de la cité, cet endroit était bel et bien, légalement, une ville. Elle avait été fondée par le Biscayen Juan de Garay en 1573 sous le nom suggestif de Santa Fe de la Nouvelle-Biscaye. Elle survécut, sur le même site, très près du fleuve Paraná et à près de 500 kilomètres au nord de la ville de Buenos Aires, capitale de l'Argentine

d'aujourd'hui, jusqu'en 1660. Ensuite elle fut déplacée 70 kilomètres plus au sud, au bord de la rivière Salado, où elle se trouve encore. Elle abrite de nos jours le gouvernement de la province qui porte son nom, celui d'une des rares villes fondées par les Espagnols sur ces terres au cours du XVI^e siècle.

Ce livre traite de la vie et de la mort de ce recoin de la monarchie des Habsbourg. Cette ville, depuis sa fondation jusqu'à son transfert, est un laboratoire pour étudier une petite communauté politique qui forme comme une partie vivante d'une autre communauté politique, beaucoup plus grande, la monarchie hispanique.

L'histoire de l'ancienne Santa Fe – comme nous appellerons désormais cette première étape de la vie de la cité – est un excellent point de départ pour raconter comment se fabrique une communauté politique catholique, là où il n'y en avait pas. Nous nous efforçons de préciser que le site était habité par des communautés indigènes et que le territoire sur lequel s'installèrent les Espagnols n'était pas vide d'hommes. Cependant, pour les Européens qui pénétrèrent sur ce territoire, une chose était de définir les termes de l'organisation politique à Tenochtitlán ou à Cuzco, ou même face aux Indiens guaranis fortement organisés, une autre, très différente, de se trouver sur des terres faiblement habitées qu'ils percevaient comme politiquement désertes. Cette histoire servira donc aussi à montrer comment s'étendait et se reproduisait la monarchie hispanique là où elle ne trouvait pas un empire à conquérir ou une organisation à laquelle se surimposer.

Si l'expansion hispanique avait dû relever des défis de toutes sortes au cours de la saga de la conquête des Caraïbes, de la Terre Ferme, du Mexique et du Pérou, le territoire qui s'étend au nord du bassin du plus large fleuve du monde – ce n'est pas en vain que l'écrivain Juan José Saer a intitulé *Le Fleuve sans rives* son magnifique essai sur le Río de la Plata – était un espace différent, où la générosité de la nature n'attendait pas les Européens au cœur des montagnes sous la forme de métaux précieux, mais les interpellait quotidiennement et en permanence par la qualité de ses cours d'eau, l'exotisme de la faune, l'exubérance des espèces végétales, la furie de ses orages et la relation à leurs yeux complètement excentrique que les indigènes maintenaient avec la terre et le fleuve. Tous ces éléments furent d'une très grande importance dans le processus que nous allons analyser.

L'angle choisi pour aborder sur ces rivages est celui du pouvoir politique, parce qu'il permet d'accéder aux formes d'organisation institutionnelles que des communautés d'hommes et de femmes se donnent pour la distribution sociale des ressources. Ce qui se déploie derrière ces formes, ce sont les processus historiques dans lesquels il y a des tentatives, des succès et des échecs dans les luttes pour imposer la volonté des uns sur celle des autres. Ces uns et ces autres ne sont jamais les mêmes : il s'agit d'entités mobiles qui évoluent les unes par rapport aux autres, dans des configurations en changement permanent, autour de certains centres d'intérêt. L'espace de ce ballet du pouvoir n'est pas un « donné », ce n'est ni un territoire naturel ni un milieu physique, mais le résultat des interactions matérielles et symboliques des communautés avec les territoires ; c'est la réalité matériellement archéologique des échanges mais aussi ce qu'elle signifie pour les agents qui à travers eux construisent et vivent cet espace. Le signe particulier du pouvoir – et par extension, du pouvoir politique – est son essence relationnelle. On ne peut pas parler de pouvoir là où il n'y a pas de relation. Cette première prémisse nous conduit à admettre que les formes de pouvoir se déploient dans tout le champ des relations humaines, et même sur le corps des individus. L'espace partage avec le pouvoir un même statut épistémologique : il n'est pas non plus un « donné », mais le résultat, toujours partiel, des relations entretenues entre tous les agents, sociaux et biologiques.

Le pouvoir politique concerne une dimension des rapports sociaux liée à la distribution des ressources matérielles et symboliques ; son espace est singulier et pertinent car là se produisent des prises de décisions génératrices de liens pour tous les membres d'une communauté ou d'une société. Dans cette histoire, on a considéré les normes et les règlements comme des éléments de ce jeu de construction, jeu parfois semé de contraintes, parfois peuplé d'opportunités. Quant aux contextes, celui des Indes ou celui de la monarchie hispanique dans son ensemble, nous proposons de les aborder non pas comme le décor fixe d'une intrigue mais comme des constellations mobiles. Il s'agit de prendre en compte le caractère contingent des décisions des agents lié à l'existence d'un univers des possibles s'offrant à eux, aux déplacements de leurs positions relatives les uns par rapport aux autres dans l'échelle des ressources disponibles (biens, distinctions ou habiletés sociales). Cet enjeu a pu jouer un rôle

décisif dans l'évolution et la transformation des liens sociaux. Il s'agit d'assumer une réalité que l'historien connaît mais qu'il n'a pas toujours présente à l'esprit ou qu'il intègre peu à sa démarche : le fait qu'il aurait toujours pu exister une alternative à une réalité passée qui se présente à nous comme un « donné », quelque chose de définitif.

Pour réaliser cette étude du pouvoir politique comme un registre en mouvement constant, nous avons utilisé l'idée de configuration, empruntée à l'historien Maurizio Gribaudi. Pour lui, les configurations sont des constellations mobiles dont la mobilité est elle-même objet d'étude et dont l'équilibre (toujours précaire) est basé sur la nature, la direction et la durabilité des liens entre les acteurs de l'histoire. La configuration est un résultat qui n'annule pas et n'ignore pas les processus sociaux, les tendances qui se développent avec une relative autonomie : l'étude configurationnelle du politique que nous proposons cherche à considérer les trames culturelles (économiques, anthropologiques, juridiques) comme éléments du jeu.

Il va de soi que l'adoption d'une telle démarche a des conséquences sur la structure de ce livre. L'une des plus importantes est la prééminence dans l'analyse d'un certain type d'agents, au détriment d'autres, relativement absents. Nous analyserons des pratiques qui renvoient à l'expansion de formes institutionnelles du pouvoir politique connues en Europe, mais déployées cette fois sur le sol du Río de la Plata, en des relations sociales et des installations culturelles correspondant à la dynamique politique des Indes en tant que royaumes de la monarchie hispanique. Bref, mes recherches ont porté de préférence sur le fonctionnement des familles, les transactions commerciales, les comportements sociaux des agents et leurs représentations symboliques dans ce qui est apparemment un au-delà de l'ordre du politique. Mais ce n'est qu'une apparence, qui se révèle être une illusion dans la mesure où divers aspects de ces univers conditionnent, expliquent et contribuent à construire l'ordre de la communauté politiquement organisée.

Un premier chapitre aborde précisément le processus qui a, au XVI^e siècle, amené les Espagnols à tenter la conquête du littoral du Río de la Plata, selon deux routes. L'une en passant par l'océan, et par ce qu'ils qualifiaient de « mer d'eau douce » ou mer

Douce, c'est-à-dire l'embouchure du Río de la Plata, au bord de laquelle se situe Buenos Aires, jusqu'à Asunción la tropicale, terre des Guaranis et capitale aujourd'hui du Paraguay. L'autre route étant celle, terrestre, qui descendait du nord-ouest, à la fois succédané de la conquête du Pérou et recherche inquiète d'une connexion terrestre entre les deux océans qui enserrant le nouveau continent.

Le chapitre II explique de quelle manière les Européens mirent à profit leurs traditions et leurs technologies culturelles pour aménager politiquement le territoire. Dans le troisième chapitre, les rituels et aspects symboliques et matériels de l'installation et de la mise en fonctionnement des ressorts institutionnels de la monarchie sont abordés en détail, tandis que le quatrième chapitre aborde les mêmes questions mais sous l'angle des conflits intervenus au cours de ces processus. Les acteurs de l'histoire n'y apparaissent plus comme appliquant des recettes culturelles et politiques pré-établies, mais comme des agents occupés à déclencher et à résoudre de multiples conflits, impliquant tous les niveaux de la monarchie, ce qui comprend à la fois la production de normes légales, l'usage de la force et l'utilisation sous différentes formes des normes, des lois et de la justice royale.

Le chapitre V porte sur les thèmes centraux de la vie de la cité en tant que corps politique, c'est-à-dire les questions de la survie et de la reproduction matérielles de la ville elle-même, qui devaient être abordées collectivement et non pas séparément, par chaque *vecino*. Le chapitre VI fait toute leur place à celles qui représentaient la plus grande richesse de cette terre : les vaches. Leur arrivée, leur reproduction et leur exploitation fut sans aucun doute ce qui donna de la valeur à ce territoire alors que l'Argentine n'existait pas et que personne n'envisageait ces parages comme un grenier du monde. Le chapitre suivant est quant à lui consacré aux agents les plus dynamiques de l'organisation de cet espace : les pères jésuites, arrivés à Santa Fe en 1590 mais installés définitivement et activement en 1610 seulement. Leur rôle mériterait à lui seul un livre. Le huitième chapitre montre le fonctionnement des *encomiendas* et des *encomenderos* selon des perspectives jamais abordées jusqu'à présent : au-delà de l'histoire de cette institution ou d'une préoccupation pour les transgressions des *encomenderos*, nous cherchons à exposer de quelle manière *l'encomienda* put fonctionner non seulement pour

ses titulaires mais aussi pour tous les *vecinos* qui ne s'étaient pas vu confier des indigènes pour leur service, pour la ville dans son ensemble, et, dans certains cas qui confinent au paradoxe, pour les Indiens *encomendados* eux-mêmes.

Le chapitre IX ouvre la partie finale du livre : on y aborde de nouveau la ville comme un des espaces de la monarchie, à partir d'un événement précis : la rébellion de la nuit du *Corpus* de 1580. L'épisode permet de composer un schéma des luttes juridictionnelles au sud de la vice-royauté du Pérou et en même temps de montrer les différentes manières d'élaborer juridiquement et de faire de la politique – dans le champ des normes et dans celui de la force – sur les bords de la monarchie. Le chapitre X revient sur l'événement, non plus à partir d'une perspective d'ensemble, macro-politique, mais en examinant en détail la délicate construction des loyautés internes, en suivant le fil des liens personnels tissés du Paraguay jusqu'aux villes de Charcas et de Lima. Le onzième chapitre est un retour au point de départ nécessaire à la compréhension de la fin : à partir d'une reconstruction détaillée de la généalogie du fondateur de la ville, Juan de Garay, qui fut aussi le fondateur de Buenos Aires en 1580, on prépare une lecture rétrospective, dans le dernier chapitre, qui nous fera remonter le cours des jugements dans les procès pour la propriété de terres et de bétail. Pour comprendre la trame complexe des relations qui sous-tendaient la vie de la ville jusqu'au milieu du XVII^e siècle, il est nécessaire de remonter jusqu'aux dernières années du XV^e siècle à Burgos, Ávila et en Biscaye. De cette manière, cultures juridiques, mariages, donations, ventes et héritages font l'objet d'une relecture dans une perspective séculaire qui permet d'embrasser, en suivant un véritable lignage, l'histoire de la construction de l'espace *rioplatense*.

Ce livre s'inscrit dans une culture historiographique qui est celle de l'histoire politique ou, mieux, de l'histoire du pouvoir politique. S'il portait sur un territoire européen de la monarchie, cela n'aurait pas d'importance ; mais il aborde le Río de la Plata, qui pour l'époque moderne (XVI^e et XVII^e siècles) a été étudié surtout depuis une perspective économique ou attentive seulement au cadre institutionnel – d'histoire du droit en particulier.

L'Argentine du XX^e siècle a connu deux grandes rénovations historiographiques. Cependant, elles n'affectèrent pas l'histoire

politique de la première période coloniale¹. Pendant les dix ans de gouvernement de Juan Domingo Perón, l'enseignement de l'histoire dans les universités argentines fut très marqué par le regard national et catholique de notre passé national ; même si Perón tenait l'histoire en très haute estime, pendant qu'il fut au pouvoir, aucune des tendances plus ou moins avant-gardistes de la discipline ne fut stimulée. Après sa chute en 1955, la situation politique du pays devint de plus en plus complexe et l'enseignement et la production de l'histoire suivirent la même tendance : pendant que l'enseignement universitaire passa aux mains d'intellectuels de traditions diverses qui n'avaient en commun que le fait d'avoir été marginalisés par le gouvernement précédent, l'historiographie extra-universitaire vit revenir au premier plan des positions organisées autour d'une vision de l'histoire nationale dont les matériaux provenaient directement du XIX^e siècle².

Deux conceptions de l'histoire étaient donc en concurrence : l'une, socio-économique, incarnée par le groupe d'histoire sociale dirigé par José Luis Romero à l'université de Buenos Aires, et l'autre, centrée sur les questions politiques, où se mêlaient catholiques intégristes, nationalistes laïques et même nationalistes de gauche. Pour eux, et surtout pour les historiens du courant appelé révisionnisme historique, l'histoire « coloniale » de l'Argentine présentait, extrapolés aux XVI^e et XVII^e siècles, les problèmes caractéristiques du siècle de la conformation de l'État national dans notre pays. L'affrontement entre ces versions du passé argentin fut rude. Romero et son groupe attaquaient la validité scientifique

1. TANDETER Enrique, « El período colonial en la historiografía argentina reciente », dans *Entrepasados*, 7, Buenos Aires, 1994, p. 67-84. Nous ne faisons ici que résumer les raisons de cet état de fait, que nous avons développées dans un article : BARRIERA Darío, « La historia del poder político sobre el período temprano-colonial rioplatense. Razones de una ausencia, propuestas para una agenda », dans *Penélope*, 29, Lisbonne, 2003, p. 133-162. Pour le XVIII^e siècle et les débuts du XIX^e la situation est différente. Il est question ici justement de la période la moins visitée de notre histoire coloniale depuis les années de la « rénovation historiographique ».

2. Entre 1955 et 1975, le révisionnisme historique était parvenu à « *una gran penetración social [...]* » liée au péronisme. En outre « *[...] ni siquiera la incorporación de algunos marxistas, ni el diálogo con la muy en boga teoría de la dependencia [...]* » n'ont provoqué dans ce mouvement des ouvertures propres à affaiblir l'interprétation principalement politique proposée par ce courant. CATTARUZZA M. Alejandro, « La Historia política », dans *Historia a debate, América Latina*, Santiago de Compostela, 1999, p. 105 et 106.

et académique des révisionnistes et des nationalistes au sens large et ceux-ci dénonçaient une histoire seulement lue par des spécialistes et qui ne servait en rien à la grande masse du peuple.

Deux coups d'État (1966 et 1976) suivis de dictatures militaires empêchèrent ensuite le développement normal des institutions argentines, ce qui affecta bien entendu les universités et donc le développement de l'historiographie³. La plus grande et la meilleure partie de l'historiographie argentine de ces décennies correspond à des processus de formation et de production intellectuelle réalisées à l'extérieur du pays, ce qui ne fut pas sans conséquence dans les années suivantes.

En 1984, une autre rénovation historiographique commence, à un moment très particulier de l'histoire de l'Argentine : conséquence d'un exil obligatoire, plusieurs historiens – comme beaucoup d'autres personnes des différents secteurs sociaux ayant souffert la violence du terrorisme d'État à partir de 1974 – complétèrent leur formation académique à l'extérieur. Vers 1982, à partir de l'échec de la guerre des Malouines, la dernière dictature militaire donnait des signes de faiblesse. L'affaiblissement du consensus parmi les classes moyennes de la société, la pression des organisations internationales de protection des droits de l'homme, et une circulation plus importante de l'information sur le projet génocidaire entrepris par les forces armées qui avaient usurpé le pouvoir politique en 1976, permirent d'en finir avec ces années de totalitarisme. Vers la fin de 1983, la normalisation universitaire ouvrit la possibilité d'une réinsertion pour ceux qui avaient été destitués de leurs charges par les interventions militaires, ouvrant ainsi un processus important pour le développement de la discipline et sa relation avec l'Université en Argentine.

Alors qu'avait lieu une récupération des espaces académiques par ceux qui en avaient été chassés en 1976, la normalisation de l'Université permit la formation d'un personnel enseignant où cohabitaient ceux qui pendant la période dictatoriale avaient pu

3. Voir « La historia del poder político... », *op. cit.* Deux regards très différents avant 1976 : ASSADOURIAN Carlos, BEATO Guillermo et CHIARAMONTE José Carlos, *Argentina: de la conquista a la independencia*, Paidós, Buenos Aires, 1972, *Historia argentina* – sous la direction de Tulio Halperin Donghi – tome II ; ROSA José María, *Historia argentina*, tome I, *Los tiempos españoles (1492-1805)*, Granda, Brasil, 1970.

compléter leur formation professionnelle à l'extérieur, et un groupe important de professeurs qui, pour diverses raisons, restèrent dans le pays, occupés à différentes activités. En outre, ce même processus engendra lui aussi des exclusions, et un certain nombre de professeurs exilés, ayant acquis une relative stabilité à l'extérieur, ne revinrent qu'à temps partiel ou fixèrent leur résidence définitive, de leur plein gré ou non, en dehors du pays⁴. Le résultat fut la mise en marche d'une deuxième rénovation, historiographiquement orientée par ceux qui étaient rentrés avec une formation mais politiquement guidée par ceux qui étaient restés hors de l'Université, mais dans le pays.

Cependant, l'attention des chercheurs s'est alors concentrée sur certaines aires géographiques et des périodes bien déterminées. La formation reçue dans les universités étrangères a sans doute joué dans l'apparition et la sélection de ces thèmes. Ces limitations sont aussi dues à l'interprétation de ces thèmes comme étant les plus intéressants pour relancer le développement de l'historiographie argentine⁵.

Les manières d'écrire l'histoire de l'Argentine ont changé, mais les aspects politiques de la période coloniale ont continué à attirer très peu de chercheurs... En réalité, les raisons ne manquent pas : la matière est réputée ennuyeuse et l'histoire racontée

4. CIBOTTI Ema, « El aporte en la historiografía argentina de una "generación ausente", 1983-1993 », dans *Entrepasados*, 4-5, Buenos Aires, 1993, p. 7. Un autre point de vue : ROMERO Luis Alberto, « La historiografía argentina en la democracia: los problemas de constitución de un campo profesional », dans *Entrepasados*, 10, et dans la réponse à l'article de Cibotti signée par Roy Hora et Javier Trímboli dans le numéro 6 de cette même publication.

5. Cette situation impose une lecture de la tension entre les politiques de financement de la recherche en Argentine. Nonobstant, au milieu des années 1980 sont publiés deux travaux sur l'organisation du système colonial qui restent encore aujourd'hui des références. À partir de l'étude de ce qui était considéré parfois comme des questions économiques, Zacarías Moutoukias et Jorge Gelman ont démontré que la connivence politique entre les jeunes élites de Buenos Aires et des fonctionnaires coloniaux dispensateurs de faveurs, faisait de l'exception une norme. Jorge Gelman y démystifie aussi quelques lieux communs sur les institutions coloniales, leurs prérogatives légales et leur fonctionnement réel. Il présente une explication de la conformation et de la transformation des élites locales qui permet de qualifier sa thèse, à l'égal de celle de Moutoukias, d'œuvre pionnière. Dans le cadre d'une rétrospective sur ce que signifie aujourd'hui le fait de retracer l'histoire politique de cet espace au début de la période coloniale, on peut affirmer que même si aucun des deux auteurs ne se proposa d'aborder le thème du

a surtout correspondu à ce que l'État voulait que l'on dise de lui. Les historiens du politique ont longtemps été, pour ainsi dire, de grands propagandistes de l'État.

L'histoire politique, et même l'histoire du pouvoir politique, comporte toujours un risque : confondre le pouvoir et le politique avec l'État. L'anthropologue Georges Balandier disait en 1969 que la théorie de l'État ne pouvait ni ne devait être confondue avec la théorie du pouvoir. Encore moins avec la théorie politique : l'État est une forme historique et particulière du pouvoir politique et, de ce fait, une matérialisation spécifique des relations de pouvoir. Son caractère de formation politique spécifique implique une césure entre lui et la société civile, qu'il est difficile d'identifier dans des sociétés segmentaires, tribales ou d'Ancien Régime. Ainsi, on pense que l'histoire des rapports de pouvoir comprend l'histoire du pouvoir politique et celle-ci comprend l'histoire de l'État : mais elles ne doivent pas s'identifier. Le champ de l'histoire du pouvoir politique est beaucoup plus large que l'histoire de l'État (peut-être, sa dernière forme institutionnelle achevée).

En conséquence, écrire un livre d'histoire politique à propos d'un territoire pour lequel on peut facilement démontrer qu'il n'y avait pas d'État est bien une affirmation méthodologique et pédagogique : l'élaboration de ce livre m'a permis de travailler sur de très nombreux registres quotidiens, institutionnels, gestuels, symboliques et mentaux qui sont clairement politiques, en même temps que complètement étrangers à l'État.

Cette reconstruction a supposé, en plus de la consultation des sources imprimées, des visites dans de nombreux centres d'archives argentins et étrangers. Le parcours impliqué par le suivi

politique comme un axe de recherche, ils constituent sans aucun doute la charnière à partir de laquelle on peut parler d'un avant et d'un après en ce qui concerne ce thème. GELMAN Jorge, *Économie et administration locale dans le Río de la Plata du XVII^e siècle*, EHESS, Paris, 1983 ; MOUTOUKIAS Zacarias, *Contrabando y control colonial en el siglo XVII*, CEAL, Buenos Aires, 1988, 217 p. ; GELMAN Jorge, « Economía natural-economía monetaria. Los grupos dirigentes de Buenos Aires a principios del siglo XVII », dans *Anuario de Estudios Americanos*, tome XLIV, Séville, 1987, p. 1-19. De 2002 à aujourd'hui, une actualisation s'impose. Signalons notamment les travaux de Macarena Perruset Vera, Rodrigo Ceballos et Oscar Trujillo, parmi d'autres, qu'on peut aujourd'hui trouver en ligne.

des documents conservés à Santa Fe, Buenos Aires et Séville est aussi révélateur et il aide à construire le récit sur le fonctionnement de la monarchie.

La documentation conservée aux archives de Santa Fe s'impose, sur le plan quantitatif et qualitatif, comme la matière première sur laquelle doit se fonder toute étude de la réalité coloniale de cette ville et ses alentours. Aux archives historiques de la province de Santa Fe – citées comme AHSF –, on trouve la totalité des papiers disponibles pour l'étude de la vie publique de la ville ancienne, qui dans ce travail apparaissent sous la rubrique « *Asuntos del común* », affaires communes. Nous y avons consulté les volumes correspondant aux originaux des *Actas del cabildo de Santa Fe*, 1^{re} série (2 volumes en numérotation courante, cités comme ACSF – 1^{re} série), sur lesquels nous avons réalisé un travail de restauration permettant de les compiler très facilement. Cette première série d'actes capitulaires comprend les registres allant de 1575 à 1585 et de 1590 à 1595. Nous avons également effectué des recherches à la Bibliothèque nationale, à l'Archivo General de la Nación (tous les deux à Buenos Aires), et à l'Archivo General de Indias, à Séville.

En raison du point de vue adopté, nous avons aussi consulté des travaux lexicographiques qui, comme le signale Alain Rey, sont des lieux d'archivage et de mémoire. Nous devons reconnaître que, sans en avoir fait un guide pour notre parcours, nous n'avons pas été indifférent aux paroles de Federico Fellini, pour qui une langue et ses mots contiennent une façon de comprendre le monde.

L'histoire de Santa Fe est celle d'un coin perdu de la monarchie hispanique, l'histoire d'une terre sans importance mais en même temps indispensable au bon fonctionnement de l'ensemble. Si l'on ne considère comme central que ce qui brille par les tonnes d'or et d'argent que comptaient les agents royaux, elle est sans doute marginale ; elle fut en réalité fondamentale comme lieu de passage, carrefour des hommes et des marchandises qui parcouraient ces territoires. Santa Fe fut une ville charnière qui permit de relier par l'eau et par la terre ferme les riches mines du Potosí et les précaires ports du Río de la Plata, l'herbe à maté énergisante du Paraguay et ses consommateurs maladifs des lointaines terres du haut Pérou ; elle fut le relais de poste nécessaire

entre l'Atlantique et les missions jésuites, entre l'océan et le métal précieux, entre les vins de Cuyo et du Chili, et les peaux de la Bande Orientale de l'Uruguay.

Ville frontière et ville charnière, elle fut un univers en soi : verreries et miroirs de Castille, aventuriers andalous, procureurs de Charcas, *caciques* des tribus Charruas et marchands portugais ; esclaves d'Angola, hommes européens, filles de cette terre et fils à l'identité fragilisée ; vaches, chevaux, pumas, singes hurleurs et *capibaras*, *totoras* et froment ; infections et fièvres, moustiques et parasites ; lances de bambou et arquebuses de fer ; maîtresses femmes, pères absents et fils prodigues. Un microcosme d'objets, d'animaux, de plantes, de bactéries, d'êtres humains et de relations sociales qui concentre, comme dans une boule de cristal, l'image en mouvement d'un et de tous les territoires de la monarchie hispanique.